



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551 – POLYGONE – bâtiment GH – 57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 31 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – Atelier PE

Usine de Carling
BP 90290
57 500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PE_2024-12-18_RAPVI_retention_MFM_00792
Code AIOT : 0006201762

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2024 dans l'atelier PE de l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90 290 –57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale concernant le respect des échéances des arrêtés de mise en demeure et des suites données aux rapports d'inspection et le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201762
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier de fabrication de polyéthylène (PE).

Thèmes de l'inspection :

- plan de modernisation des installations industrielles (PM2I)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	État initial des cuvettes de rétention soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 6 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Protection de la	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	salle de contrôle	04/04/2011 modifié, article 7.2.1 (partiel)	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification du rapport de visite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre de mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 01/02/2024, article 4	/	Sans objet
2	Étanchéité de la rétention de la cuve de stockage de javel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, modifié, point II de l'article 25 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Recensement des cuvettes de rétention soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 3° de l'annexe I (partiel)	/	Sans objet
5	Programme de surveillance des cuvettes de rétention soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 6 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de la visite du 31 octobre 2024, la nécessité de :

- transmettre l'état initial complété des cuvettes de rétention des réservoirs R7204/R7205 et R7812 ;
- justifier du maintien de la protection de la salle de contrôle conformément à l'étude de dangers et ce malgré le dysfonctionnement d'un des systèmes de contrôle du sas d'accès à la salle de contrôle de l'atelier PE.
- Justifier avant le 31 décembre 2024 au plus tard la mise en place de la MMR technique évitant une erreur de dépotage

Il est par ailleurs proposé de lever la mise en demeure actée par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-148 du 18 juillet 2023, compte tenu du retour en conformité constaté. (Point de contrôle n°2)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre de mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 01/02/2024, articles 2 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
Prescription contrôlée :

<p>Article 2 :</p> <p>« L'exploitant est tenu de mettre en place les mesures de maîtrise des risques (MMR) complémentaires, notamment la MMR technique actuellement à l'étude, issue du réexamen de son étude de dangers permettant de réduire la probabilité des accidents potentiels pouvant survenir suite à l'évènement initiateur « Dépotage par erreur d'un camion d'acide sulfurique (respectivement de javel) dans le bac de javel (respectivement d'acide sulfurique) » générant un nuage toxique.</p> <p>La mise en place de ces mesures de maîtrise des risques doit être effectuée d'ici le 31 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant justifiera au plus tard le 31 décembre 2024 que les accidents correspondants sont positionnés de manière acceptable dans la matrice MMR de l'atelier polyéthylène. »</p> <p>Article 4 :</p> <p>« Dans l'attente de la mise en place de ces mesures de maîtrise des risques, l'exploitant est tenu de mettre en place des mesures compensatoires permettant de réduire la probabilité des accidents évoqués à l'article 2 du présent arrêté préfectoral potentiel de mélanges incompatibles dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent arrêté »</p> <p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire 2024-DCAT-BEPE-19 du 1er février 2024 a été signé par Monsieur le préfet suite à l'instruction du réexamen de l'étude de dangers d'octobre 2022 de l'atelier Polyéthylène (PE) de TEPF par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail du 31 janvier 2024, les nœuds papillon mis à jour pour les scénarios concernés avec prise en compte de la mesure compensatoire "vérification de la cohérence du code ONU sur le réservoir et sur le bordereau du chauffeur par TEPF" permettant de réduire la probabilité des accidents concernés.</p> <p>Lors de la visite du 31 octobre 2024, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise à jour des procédures Veolia relative au dépotage d'acide sulfurique et de javel, le 15 janvier 2024, avec l'ajout de l'étape de vérification par TEPF ; • par sondage, la présence de la check-list, annexée à l'autorisation de travail, justifiant de l'application de la nouvelle procédure et de la vérification TEPF lors du dépotage de javel du 4 octobre 2024 ; • que la MMR technique mentionné à l'article 2 de l'arrêté préfectoral susmentionné n'est pas encore mise en place. L'exploitant s'est engagé à respecter le délai prescrit du 31 décembre 2024. <p>Les éléments constatés lors de l'inspection du 31 octobre 2024 n'appellent par d'observation.</p> <p>Type de suites proposées : Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise en œuvre de cette MMR le 31 décembre 2024 au plus tard.</p>

N° 2 : Étanchéité de la rétention de la cuve de stockage de javel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, point II de l'article 25 (partiel)</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2023 <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...] »</p>
--

Constats : Suite à la visite du 12 avril 2023, l'exploitant est mis en demeure, par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-148 du 18 juillet 2023, de respecter avant le 1 ^{er} octobre 2023, certaines dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susmentionné en ce qui concerne la cuvette de rétention de la cuve de stockage de javel. Sur la base des observations terrain et des documents techniques présentés lors de la visite du 31 octobre 2024, l'inspection des installations classées constate la réparation de la rétention de la cuve de stockage de javel R7612 par la société Techniplast le 14 novembre 2023 avec des matériaux compatibles avec le produit stocké. Au vu des constats ci-dessus, la mise en demeure prise, sur ce point, par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-148 du 18 juillet 2023 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Recensement des cuvettes de rétention soumises au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 3° de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : <u>3° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :</u> « Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima [...] : le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; [...] » <u>Article 6 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u> « Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : [...] – les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté [...] »
Constats : Lors de l'inspection du 31 octobre 2024, l'inspection des installations classées constate la présence d'un fichier de recensement des équipements "cuvettes de rétention" soumis à la réglementation relative au vieillissement des installations pour l'ensemble de l'établissement avec un filtre, sur le fichier, par atelier. La procédure PM2I nommée TEPF-PGE-81 du 16 décembre 2021 synthétise notamment les critères de recensement des cuvettes de rétention soumises à la réglementation susmentionnée. Au total deux cuvettes de rétention sont recensées au sein de l'atelier PE ; R7204/R7205 et R7812. Concernant le recensement et les critères de discrimination des équipements "cuvette de rétention" de l'atelier PE, les éléments présentés lors de l'inspection n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État initial des cuvettes de rétention soumises au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée :

<p>« Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté [...] • [...] <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. [...]</p> <p>L'état initial, [...] [est] établi soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a porté sur le suivi des équipements "cuvette de rétention" des réservoirs R7204/R7205 (même rétention) et R7812.</p> <p>Lors de la visite du 31 octobre 2024, l'exploitant déclare se référer au guide professionnel DT 92 « guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures – Cuvettes de rétention et fondations de réservoirs » de mai 2011. Sur la base des documents présentés lors de la visite, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'un dossier de surveillance daté de 2013 précisant un état initial succinct des cuvettes de rétention des réservoirs R7204/7205 et R7812 ; • que l'outil SAP, présenté lors de la visite, permet de tracer certains travaux de type maintenance des équipements mais ne retrace par l'ensemble des interventions sur les cuvettes de rétention ; • que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'historique des opérations réalisées sur les cuvettes de rétention R7204/R7205 et R7812 ; • que les documents présentés ne permettent pas de répondre aux exigences réglementaires en ce qui concerne l'état initial de l'équipement au regard de l'annexe I du guide DT 92 de mai 2011 susmentionné (localisation de l'ouvrage, caractéristique technique, historique des états et intervention sur l'ouvrage...) ; <p>L'exploitant déclare disposer d'un état initial de ces cuvettes de rétention mais n'a pas été en mesure de présenter les documents lors de la visite ni suite à la demande par courriel de l'inspection du 4 novembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, l'état initial complété des cuvettes de rétention des réservoirs R7204/R7205 et R7812.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Programme de surveillance des cuvettes de rétention soumises au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du

<p>présent arrêté [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> [...] <p>[...]</p> <p>À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>[...] le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <p>S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. <p>[...] »</p> <p>Constats :</p> <p>La visite a porté sur le suivi des équipements "cuvette de rétention" des réservoirs R7204/R7205 (même rétention) et R7812 qui sont de catégorie II.</p> <p>Lors de la visite du 31 octobre 2024, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation du suivi des cuvettes de rétention R7204/R7205 et R7812 à une fréquence annuelle, sur la base du fichier de suivi présenté ; la présence de désordres de type D1 (fissures et cassures n'étant pas de nature à compromettre les caractéristiques ou durabilité de l'équipement) au droit des cuvettes de rétention R7204/R7205 et R7812, sur la base des rapports de suivi APAVE du 23 novembre 2022 et 20 décembre 2023 et du constat terrain réalisé lors de la visite. <p>Sans observation sur la base des constats ci-dessus.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Protection de la salle de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011 modifié, article 7.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 04/04/2011 modifié (partiel) :</u></p> <p>« Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers "atelier Polyéthylène – Révision d'octobre 2017" complétée par la notice de réexamen de décembre 2019 susvisée [...] »</p> <p><u>Extrait de l'étude de dangers Tome 1 - chapitre 2 - révision octobre 2017 :</u></p> <p>« La salle de contrôle de l'atelier polyéthylène constitue un local de repli pour le personnel d'exploitation. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 31 octobre 2024, l'inspection des installations classées constate, par sondage, le dysfonctionnement de l'un des systèmes de contrôle du sas d'accès à la salle de contrôle de l'atelier PE. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du maintien de la protection de la salle de contrôle vis-à-vis des risques toxiques et des risques de surpression lors de la visite ni suite à la demande par courriel de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois, le maintien de la protection de la salle de contrôle conformément à l'étude de dangers et ce malgré le dysfonctionnement d'un des systèmes de contrôle du sas d'accès à la salle de contrôle de l'atelier PE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois